

INSURRECTION

ORGANE D'EXPRESSION DE GROUPES ET D'INDIVIDUS AUTONOMES D'ACTION.

**NOUS RECONNAISSONS FAIRE PARTIE
DU COMLOT INTERNATIONAL
QUI VISE À DÉPOSSEDER LA
BOURGEOISIE DE SES BIENS
ET LES BUREAUCRATES DE LEUR POUVOIR.**



LES GROUPES AUTONOMES N'ONT PAS DE PROGRAMME
SI CE N'EST UNE BASE MINIMUM D'ACCORD :
- LA DESTRUCTION DES PRISONS
- L'ABOLITION DE TOUT POUVOIR ET DU SALARIAT

PREMIÈRE PUBLICATION : 1979 PAR FRANCISCO SABATE DIT « QUICO »
RÉ-ÉDITION : JANVIER 2008 PAR HOBOLO [HOBOLO@NO-LOG.ORG]

sommaire

- Sur le point de vue théorique de notre pratique
 - Communiqué à l'opinion publique p. 3
 - Le pourquoi des Groupes Autonomes p. 5
 - Texte collectif international p. 9(Les trois textes ont été écrits par les emprisonnés)
- Actions et interventions en France
 - Le C.A.R.L.O.S p. 12
 - Nettoyage à Bois-d'Arcy p. 14
 - Accident de travail du Juge Berger p. 16
- Lettre de 3 membres d'un G.A.L. (Groupe autonome libertaire) arrêtés et torturés en Espagne p. 17
- Texte sur la situation dans les prisons espagnoles p. 20
- Liste des détenus en France p. 22
- Liste des détenus en Espagne p. 25

avertissement

La mise en page originelle ainsi que les illustrations ont été respectées. Quelques fautes d'orthographe ont été corrigées. Enfin, pour des raisons d'anonymat, les noms de famille des individus figurant dans les listes de détenus ont été modifiés : ils ont été remplacés par la seule initiale du nom.

Les rebelles en route vers la Modelo, la Trinidad, Carabanchel, Yserias, Valence, Alcana de Henarés, Segovia, Puerto de Santa Maria... (Espagne), la santé, Fleury-Mérogis, Fresnes, l'Île de Ré, Versailles, Melun, Rennes... (France).



02.02.78 — Maria Fernanda F. — G.A.L. Barcelone (I.T.)

02.02.78 — Concepcion M. — G.A.L. Barcelone (I.T.) — libérée début Juin 79.

Prison provinciale de Ségovie

— Luis M. — C.N.T. (affaire Scala)

— Arturo S. — C.N.T. (affaire Scala)

— José C. — C.N.T. (affaire Scala)

— Francisco Javier C. — C.N.T. (affaire Scala)

06.02.78 — Antonio C. — G.A.L. Madrid — condamné à 4 ans lors d'un premier procès.

06.02.78 — Guillermo G. — G.A.L. Madrid.

06.02.78 — José Luis M. — G.A.L. Madrid.

06.02.78 — Luis G. — G.A.L. Madrid.

06.02.78 — Ignacio S. — G.A.L. Madrid. condamné à 4 ans lors d'un premier procès, libéré depuis.

02.78 — Francisco A. — G.A.L. — (I.T.)

08.78 — Nicolas D. — G.A.L. Valence — (I.T.)

08.78 — Rafael S. — G.A.L. Valence.

COMMUNIQUÉ A L'OPINION PUBLIQUE.

La nouvelle a surgi par l'intermédiaire des médias dans un tourbillon d'informations manipulées : « groupes libertaires démantelés, hold-up, bombes, terreur ».

Comme toujours, on lance à l'opinion publique une montagne d'ordures, produit de l'imagination délirante de la police. On prétend par ce moyen donner aux citoyens l'impression qu'il est protégé, que la démocratie veille sur lui, pour qu'ainsi il accepte mieux sa misère quotidienne, qu'il continue de travailler et de s'abrutir.

Jusqu'à maintenant, seule la police a eu la parole, maintenant vient notre tour. Le prolétariat subversif conquiert son autonomie en luttant jour après jour. On ne change pas une société aliénée en employant des méthodes aliénées. « La liberté du travailleur sera l'oeuvre du travailleur », ceci n'est qu'un slogan, s'il n'est pas immédiatement suivi par la pratique. Pour nous, l'organisation idéale est celle qui naît de notre propre vécu, de nos relations.

L'accord politique entre membres d'un groupe de plusieurs personnes se limite à la discussion, préparation et réalisation d'un fait concret. Donc, comme c'est logique, le point culminant d'un groupe autonome, c'est l'autonomie de chacun de ses membres. Nous refusons toute ligne politique car elles débouchent sur le militantisme castrateur. Nos actions naissent des circonstances et de l'actualité.

Nous ne prétendons pas exemplariser notre lutte, elle n'a d'autre transcendance que d'être la notre, nous ne l'adoptons pas à vie, elle nous paraît comme la plus efficace MAINTENANT, c'est tout, nous ne la mythifions pas, nous ne mettons pas de sigles. Nos actions valent pour leur contenu et leur finalité, elles ne sont rien par elles-mêmes (un fasciste peut aussi poser des bombes et faire des hold-up), notre préoccupation majeure fut toujours de ne pas faire de victimes innocentes. De fait, nous avons réussi. Nous préférerions abandonner une action ou multiplier nos risques plutôt que de mettre en péril une vie.

Nos actions ont toujours eu une finalité sociale. Les expropriations (nous considérons comme un hold-up la réappropriation de ce que, durant toute une vie, les escrocs légaux nous volent) étaient faites pour assurer notre autonomie : achat de matériel, propagande, aide aux luttes autonomes, et aux compagnons en prison, etc... Les bombes, nous les avons toutes posées pour attirer l'attention sur la situation des prisonniers de droit commun. La violence, ce n'est pas nous qui l'avons choisie, mais pour nous exprimer, il ne suffit pas d'un communiqué et d'un timbre-poste : le capital et son État nous ferment la bouche. Seulement en frappant, nos communiqués avaient droit à la presse. C'est ce que nous fîmes et nous ne nous en repentons pas.

Cette lutte, nous allons la continuer, en prison, avec plus de vigueur que jamais. Nous sommes maintenant dans ce monde obscur que nous dénonçons il y a quelque temps. Ici la terreur et la violence sont sans égale. En nous mettant ici, ils n'ont réussi qu'à augmenter notre haine envers toute

institution et à nous convaincre définitivement (si toutefois ce n'était pas déjà fait) de la nécessité révolutionnaire de raser toutes les prisons, qu'elles soient rouges, jaunes ou blanches.

Notre vision de l'autonomie nous porte à lutter à l'endroit où nous sommes et avec les gens qui nous entourent. Dans ce cas, à la prison "Modelo" et à la prison "Trinidad", avec tous les prisonniers, nos compagnons et compagnes.

Nous ne terminerons pas sans démentir une grotesque calomnie que la police a essayée de nous mettre sur le dos de façon obsessionnelle :

— Nous ne sommes pas le bras armé de la C.N.T., il n'y a pas de bras armé à la C.N.T., bien que nous sympathisions avec bien des positions de cette organisation.

— Quant au fait que nous opérions sous l'effet de la drogue, ceci est clair pour ceux qui connaissent les pratiques et les communiqués de la police durant ces dernières années et ne mérite même pas un démenti, bien que "Mundio Diario", journal progressiste de tendance communiste (ben voyons !) a accepté de le publier.

Groupe Autonome Libertaire de Barcelone, Mars 78.

Ce communiqué a été rédigé par Andrès, Bonni, Conchi et Nanda, arrêtés en Février 1978 et accusés des hold-up et des attentats suivants :

- Mi-Juin 77 : Palais de justice de Barcelone
- Fin Décembre 77 : Palais de justice de San-Feliù
Palais de justice de Barcelone
- Mi-Janvier 78 : Prison "Modelo" de Barcelone
Centre de redressement des mineurs "Asilio Duran"
Palais de justice de Granollers.

LISTE DES DÉTENUS DU MOUVEMENT LIBERTAIRE EN ESPAGNE.

Prison provinciale de Barcelone

- 02.02.78 — Andrés M. — G.A.L. Barcelone, instruction terminée
- 16.04.78 — José R. — E.R.A.T. — instruction terminée
- 16.04.78 — Manolo N. — E.R.A.T. — instruction terminée.
- 16.04.78 — Gabriel B. — E.R.A.T. — instruction terminée.
- 16.04.78 — José H. — E.R.A.T. — instruction terminée.
- 02.79 — Victor Z. — G.A.L. Barcelone.
- 02.79 — Màximo C. — G.A.L. Madrid.
- 02.79 — Rafael B. — G.A.L. Madrid.
- 02.79 — Juan M. — C.N.I.
- 02.79 — Gabriel V.
- 02.79 — José C. — C.N.T. (libéré début Juin 79).
- 02.79 — Eugenio B. — G.A.L. Barcelone.
- 02.79 — Alberto F. — C.N.T.

Centre pénitentiaire de La Trinidad à Barcelone

- 02.79 — Maria José C. — G.A.L. Barcelone
- 02.79 — Patricia B. (française) — (libérée début Juin 79).

Prison de Yeserias à Madrid

- 06.02.78 — Virginia C. — G.A.L. Madrid —condamnée à 4 ans pour un attentat lors d'un 1er procès, libérée depuis.
- Maria Teresa F. — C.N.T. (affaire Scala).
- Maria Luisa A. — C.N.T. — instruction terminée

Lors de la manifestation du 23 Mars (marche des sidérurgistes) à Paris, de nombreuses interpellations ont lieu :

Liste des condamnés :

— 23 Avril 79 : la Cour d'Appel de Paris condamne Philippe R. et Patrice S. à 6 mois de prison dont 5 avec sursis. (arrêtés en se rendant à la manifestation).

— 10 Mai 79 : Cour d'Appel de Paris. Gilles D. et Pierre L., 18 mois de prison dont 10 avec sursis. Philippe G., 1 an dont 6 mois avec sursis. Joseph W. et Mohamed M., 10 mois de prison ferme. Mohamed A., 1 an ferme.

— 23 Mai 79 : Cour d'Appel de Paris, Daniel J., 12 mois dont 6 avec sursis, et Didier D., 4 mois avec sursis.

— 1er Juin 79 : Cour d'Appel de Paris, Laurent P., 18 mois dont 6 avec sursis. André T., 15 mois dont 5 avec sursis. Philippe D., 3 ans dont 1 an ferme. Jean-Luc F., 18 mois dont 12 avec sursis. Luis M., 15 mois dont 9 avec sursis. Marc B., 1 an ferme. Roger M., 10 mois dont 6 avec sursis.

Il faut ajouter à cette liste Agnès L., Mohamed C. et Denis L. dont les jugements ou les condamnations définitives n'ont pas eu lieu ; ainsi que Georges C. accusé d'avoir blessé un C.R.S. qui voit son procès renvoyé devant la Cour d'Assises.

— 29 Mars 79 : arrestation de Loïc L., insoumis total, incarcéré à Rennes à la prison Jacques Cartier.

— 07 Avril 79 : arrestation de Yves M., insoumis total depuis 2 ans.

— 10 Mai 79 : arrestation à Paris de Pascale G., Alain D. et Olivier J.. On leur reproche d'avoir lancé un cocktail-molotov contre une A.N.P.E., action menée à la suite de la manifestation de soutien aux inculpés du 23 Mars.

— 18 Juin 79 : arrestation à Paris de Fabrice L., Macias L., Marc B., Michel L. et Jean-Pierre G.. On leur reproche un raid mené dans la rue de Passy où plusieurs cocktails ont été lancés sur des magasins de luxe et des vitrines brisées.

— M.A.T.R.A. : Mouvements armée terroriste révolutionnaire anarchiste.

Plusieurs de ces membres ont été arrêtés courant Été 78 pour 35 attentats contre des A.N.P.E., Intérim, gendarmeries, palais de

justice, bâtiments E.D.F., etc... Très peu d'informations à leur sujet. Mouvement existant en Moselle.

— Il y a également 45 membres du F.L.N.C. (front de libération national Corse) et plus de 20 membres du F.L.B. (front de libération de la Bretagne), détenus dans les prisons parisiennes en Cour de Sûreté de l'État.

LE POURQUOI DES GROUPES AUTONOMES...

Aujourd'hui, la nouvelle vague insurrectionnelle regroupe ceux qui sont restés en dehors de la politique professionnelle de gauche ou de droite, ou qui y sont passés le temps d'une erreur.

L'expérience amère, qui pour les uns suppose le passage par le cadavre putréfié du léninisme, et pour les autres les convictions libertaires, nous a porté à penser et mettre en pratique des formes organisationnelles qui ne sont pas nouvelles, mais que beaucoup semblent avoir oubliées. Tout au long de l'histoire de la lutte des classes, il y a des exemples de luttes autonomes. Les groupes autonomes naissent, non par décret, ni par nostalgie des temps passés, mais par nécessité révolutionnaire, par la somme de nos propres vécus, de notre pratique quotidienne.

La lutte révolutionnaire est jalonnée par la présence de ces groupes. Depuis les groupes affinitaires de la F.A.I.⁽¹⁾ jusqu'aux expériences plus récentes des M.I.L.⁽²⁾, G.A.R.I.⁽²⁾, N.A.P.A.P.⁽³⁾ (en France), N.A.P. (en Italie), Mouvement du 22 Juin (en Allemagne), il y a toute une réalité pratique que nous recueillons, non comme une ligne ou une doctrine, mais d'un point de vue critique, comme des expériences dont il faut profiter, des moments historiques qu'il faut savoir dépasser.

Nos différences avec la F.A.I. sont, en plus du niveau idéologique, de type pratique. Nous ne concevons pas la reconstruction d'une organisation par nostalgie des temps passés. La coordination de divers groupes doit partir d'une nécessité, c'est à dire qu'avant tout l'existence de ces groupes doit être une réalité. On n'arrive pas à une pratique révolutionnaire en partant d'une coordination. C'est la pratique révolutionnaire, le développement réel du groupe qui impose la coordination, et dans le cas de la F.A.I., il est évident que ces groupes n'existent pas, sinon de manière artificielle, ou dans l'imagination de quelques-uns. La réanimation bureaucratique d'un cadavre ne nous intéresse pas.

Pour nous, le groupe n'est ni le parti du futur, ni la panacée. C'est la forme la plus libre que nous ayons imaginée pour nous organiser ici, maintenant. L'individu ne vient pas dans le groupe en laissant à la porte ses idées, il participe avec elles à la création et au développement postérieur de celui-ci. Partant de cette base, le groupe ne regroupe pas les révolutionnaires. Ceux-ci se réunissent par affinités et créent les groupes. Ce processus est peut-être plus laborieux et plus lent, mais il n'y a aucun doute qu'il soit plus sûr, et qu'on évite ainsi l'apparition de leaders et de groupuscules dirigeants. Nous croyons que c'est dans nos propres relations que se trouve la négation du vieux monde. C'est une contradiction dangereuse que de copier les schémas organisationnels de la société capitaliste sous prétexte de la combattre, et les hiérarchies des comités exécutifs ne nous servent à rien, car c'est dans la séparation exécutif/exécutant qu'ils impliquent, que dorment les bureaucraties. Celles-ci sont, si cela peut se faire, encore plus dangereuses que le capitalisme lui-même. À la force matérielle que leur donne le contrôle

de l'appareil-parti, s'ajoute la force morale des symboles et des luttes ouvrières qu'elles s'approprient et capitalisent dans leurs désirs de pouvoir. Entre leurs mains, les morts de toutes les révolutions, les morts de la Commune de Paris, sont aussi importants que les millions pour une multinationale.

Ceci étant bien clair, les groupes autonomes ne prétendent pas organiser les masses, mais s'organiser à l'intérieur de celles-ci, avec les armes à leur portée. Le concept d'autonomie se développe à partir de notre propre fonctionnement. Il est inclus dans toutes nos relations. Toutes les actions et tous les pas du groupe sont discutés en commun. Ces discussions ne se limitent pas à aborder les problèmes politiques, mais aussi et surtout les problèmes de comportement, de relations et de vécu entre ses membres.

La relation entre plusieurs groupes autonomes se limite à l'échange d'expériences et à l'organisation de tâches concrètes. Avec l'autonomie réelle des groupes, on évite les dépendances des uns par rapport aux autres, ainsi que les protagonismes. Chaque groupe intervient à l'endroit où il naît et se développe. Sa politique, ses actions sont le résultat de la réalité dans laquelle il se meut et des nécessités du moment. La coordination des groupes n'implique pas la dépendance des uns aux autres.

Elle suppose camaraderie et solidarité et renforce en l'étendant notre lutte pour la liberté.

Nous ne sommes ni les premiers ni les derniers.

*Groupe autonome incarcéré à la Modelo — Août 78.
(Modelo : Prison de Barcelone).*

NOTES :

(1) F.A.I. : Fédération Anarchiste Ibérique.

C'est en 1927 sous la dictature de Primo de Rivera que des anarchistes espagnols et portugais fondent la F.A.I. Son but était de diffuser et de défendre la pureté théorique anarchiste dans les syndicats de la C.N.T., alors que ceux-ci devaient organiser les travailleurs pour la prise en charge de la gestion de la société. Bien qu'elle eût des comités péninsulaires et régionaux, la F.A.I. constituait en fait une fédération de groupes autonomes, la plupart du temps formé spontanément par décision propre d'une poignée d'anarchistes se constituant en groupes de la F.A.I. Un des groupes formé fut celui de Durruti, des frères Ascaso, Garcia Oliver, Jover... qui s'appelaient "Los Solidarios", responsable avant l'insurrection de Juillet 36 de nombreux attentats et expropriations. Organisation qui est devenue pyramidale, le propre de ce type de structure (voir les journées de Mai 37 à Barcelone), qui ne consulte plus ses militants ou groupes pour les décisions ou les attitudes à prendre.

(2) M.I.L. : Mouvement Ibérique de Libération.

Principalement existant en Catalogne et plus particulièrement à Barcelone, de 1971 jusqu'à son autodissolution en Août 1973 pour des raisons internes.

Le M.I.L. était une composante de groupes et d'individus de la mouvance libertaire et marxiste ayant fait une critique radicale du gauchisme, du léninisme et du syndicalisme. Le M.I.L. ne se définissait pas comme une organisation centralisée mais au contraire pour l'autonomie des groupes le constituant. Le M.I.L. a eu plusieurs activités : de nombreuses expropriations (à partir de Fin 72, lorsque les médias espagnols ont commencé à parler de l'existence du M.I.L., lors des expropriations, des tracts étaient

de détention d'armes (3 pistolets trouvés). Gérard D. a de nouveau été condamné par le Tribunal des forces armées de Paris le 05 Mars 79 à an ferme pour désertion. Peine non commuable avec la précédente.

— 10 Décembre 78 : les jurés de la Cour d'Assises de Paris ont condamnés les membres du F.R.I. (Front révolutionnaire international) à : Jean-François G., 7 ans de prison ferme ; Eveline B. (qui était sortie en provisoire après 1 an de détention) et Jean-François L. à 6 ans ferme ; Bernard M. à 5 ans ferme. Ils avaient été arrêtés à la suite de deux attentats, l'un contre un commissariat de quartier et une succursale de la banque Rothschild à Paris en 76.

— 13 Décembre 78 : aux Assises de Tulle, ont été condamnés Jean-Christophe S. à 4 ans ferme (actuellement détenu à Mauza en Dordogne), Philippe S. à 3 ans dont 2 avec sursis (détenu à Périgueux), Nathalie C. à 3 ans dont 18 mois avec sursis (libérée depuis) et Joanna G. à 3 ans dont 2 avec sursis (libérée depuis). Arrêtés le 20 Janvier 78 pour avoir endommagé à l'aide de cocktail molotovs une église et un local R.P.R.

— 15 Décembre 78 : la Chambre correctionnelle de Nîmes a condamné Bernard M., Daniel V., Christian S. et Pierre S., chacun à 5 mois ferme et 31 mois avec sursis. Ils avaient été arrêtés dans la première quinzaine de Juillet 78 pour une tentative d'attentat contre le consulat espagnol et un attentat contre le centre culturel espagnol de Nîmes. Attentats commis en solidarité avec les groupes autonomes espagnols emprisonnés. Tous les quatre ont été libérés depuis.

— 19 Janvier 79 : Denis B., Philippe C. et Pierre M. ont été incarcérés et sont poursuivis pour un hold-up avec prise d'otage à Paris.

— 02 Février 79 : arrestation d'Eric M. (actuellement à la prison de Versailles) trouvé en possession d'un tableau de Bosch escamoté au musée de Saint Germain-en-Laye.

— Février 79 : la Cour d'Appel de Paris a condamné Lionel G. à 3 ans dont 1 avec sursis, Vincent H. à 30 mois dont 1 an avec sursis, Patrick P. à 2 ans dont 1 avec sursis, et Frédéric B. à 18 mois dont 1 an avec sursis. Ils avaient été arrêtés le 13 Janvier 79 lors d'une manifestation violente à la gare Saint-Lazare (Paris) organisée par des collectifs autonomes pour lutter contre la vie chère. Lors du premier procès, le 23.01.79, Lionel et Vincent avaient pris 4 ans ferme, Patrick 3 ans et Frédéric 3 ans dont 1 avec sursis. Tout ça pour quelques vitrines brisées, inculpation officielle. Dans le contexte social ambiant, il était plus facile de mettre au trou des autonomes que des sidérurgistes.

— 16 Février 79 : la Cour d'Appel de Paris a condamné Gilles C. à 30 mois ferme (au premier procès, 15 mois), et Jean-Claude H. à 30 mois ferme par défaut (au premier procès le 31 Octobre 78, il avait pris 10 mois ferme, peine couvrant la durée de sa détention). Tout ça pour avoir soit-disant lancé une grenade dans un commissariat. Même contexte social que ceux de Saint-Lazare...

— 13 Mars 79 : la Cour d'Assises de Rennes a condamné Pascal C. et Martine L. à 4 ans ferme. Ils avaient été arrêtés après 4 attentats — contre le secrétariat d'Yvon Bourges, ministre des armées, contre un fourgon de flics le 11 Mai 78 à Dinard, et contre deux gendarmeries, Saint-Brieuc le 16 et Dinan le 26 Mai —, pour protester contre les interventions françaises en Afrique. Ils ont été arrêtés fin Mai 78.

— 23 Mars 79 : arrestation de Régis S., lors de la rafle policière où 83 personnes avaient été interpellées avant la manifestation des sidérurgistes à Paris. Il est inculpé de détention d'explosifs.

la conduite d'aujourd'hui. Ici, point d'assemblée, personne ne s'est consulté mais beaucoup en ont ressenti le besoin.

Bien sûr, la situation n'est pas stable : une étincelle, toujours possible, pourrait rallumer les feux de la révolte. Mais pour l'instant, ce sera plus un coup de colère qu'une mutinerie dûment préparée.

Les taulards d'ici ne gueulent plus LIBERTAD O MUERTE, ils gueulent maintenant LIBERTAD Y VIDA !

Nous n'avons pas prétendu prophétiser ni théoriser un mouvement dont un des moteurs importants est encore le spontanéisme. Ici les théories ont du mal à suivre. Elles sont toujours à la traîne de la pratique quotidienne. Les théoriciens sont vite isolés dans un contexte qu'ils ne peuvent cerner, contexte dont le dynamisme est hors de leurs schémas habituels.

Nous avons uniquement voulu faire le point de la situation, aujourd'hui. Demain, nous n'en savons rien. Elle sera ce qu'en feront les taulards. Ici, tout peut arriver.

Texte collectif de libertaires et de " droit commun "
(prisonniers sociaux, contexte espagnol).
Février 1979 — Modelo (prison de Barcelone).

LISTE DES DÉTENUS EN FRANCE.

Détenus révolutionnaires condamnés ou en préventive. Autonomes, libertaires ou proches de ces mouvances.

La liste ne peut être complète, faute d'information, et beaucoup de compagnons pour des raisons de sécurité ou de tactique jouent la carte de " droit commun ".

Il y a également un certain nombre d'insoumis et de déserteurs, mais nous n'avons pas assez d'éléments pour en parler.

— 10 Mai 78 : la Cour d'Appel de Paris a condamné à 3 ans de prison dont 1 avec sursis Henri P., arrêté le 07 Mars 78, en possession d'un pistolet de 7,65 lors d'une manifestation violente organisée par les autonomes à la suite de la mort de José TRONELLE.

— 30 Juin 78 : la Cour d'Appel de Paris a condamné Frédéric O., Michel L. et Jean-Paul G. à 5 ans ferme dont 1 avec sursis. Les 3 sympathisants N.A.P.A.P. ont été trouvés en possession d'armes lors d'un contrôle policier le 13 Mai 77.

— 13 Septembre 78 : la Cour d'Appel de Paris a condamné Mario P. et Vincenzo S. (tous les deux italiens) à 5 ans ferme, et Kamel A. à 5 ans, dont 2 avec sursis. Ils ont été trouvés en possession d'armes à feu, lors d'un contrôle policier le 13 Octobre 77.

— 02 Novembre 78 : la Chambre correctionnelle de Toulouse a condamné Gérard D. à 18 mois ferme, Hélène C. à 1 an avec sursis et Ernest M. à 10 mois ferme. Ils avaient été arrêté le 13 Juillet 78 et inculpé

laissés sur place appelant à la "grève insurrectionnelle" et à "l'agitation armée"), de nombreuses publications (2 numéros de la revue C.I.A. exprimant les positions du mouvement) et réédition de textes sous les Editions Mayo 37 (textes de Camillo Berneri, du Mouvement Communiste, etc...).

A partir de Septembre 73, beaucoup de membres du M.I.L. ont été arrêtés. Des procès ont suivis, plusieurs condamnations à mort et de nombreuses années de prison ont été distribuées Salvador Puig-Antich garrotté par Franco (en même temps que lui, Heinz Chez, prisonnier social) le 2 Mars 74, et Oriol Sole-Sugranes abattu au Pays Basque espagnol à la frontière le 6 Avril 76 à la suite de l'évasion de Ségovie organisée par l'E.T.A. où 30 personnes s'étaient évadées.

Depuis, tous les autres membres du M.I.L. ont été libérés.

G.A.R.I. : Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste.

Le G.A.R.I. est le rassemblement de plusieurs groupes autonomes français et espagnols en vue d'apporter une solidarité concrète et active au mouvement révolutionnaire espagnol et plus particulièrement aux emprisonnés du M.I.L. (dans lequel les groupes autonomes français retrouvaient certaines de leurs analyses).

Apparu en Mai 74 lors de l'enlèvement du banquier Baltazar Suarez à Paris, le G.A.R.I. a eu à son actif jusqu'à son auto-dissolution en Août 74 de nombreux attentats et plusieurs expropriations en France et en Belgique.

En Mai 74, Septembre 74 et Décembre 74, des membres ou présumés membres de l'ex-G.A.R.I. ont été arrêtés et inculpés de délits divers (plus de 20 personnes).

En Mai 77, les trois derniers détenus ont été relâchés.

En Juin 79, la démocratie libérale avancée exige la réincarcération de Jean-Marc Rouillan et Mario Ines-Torres.

Il est fort probable que des procès en assises aient lieu concernant l'affaire G.A.R.I. dans les mois qui suivent.

(3) N.A.P.A.P. : Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire.

Né de la mouvance Gauche Prolétarienne en 1976.

Extrait du texte de mise au point de cette organisation :

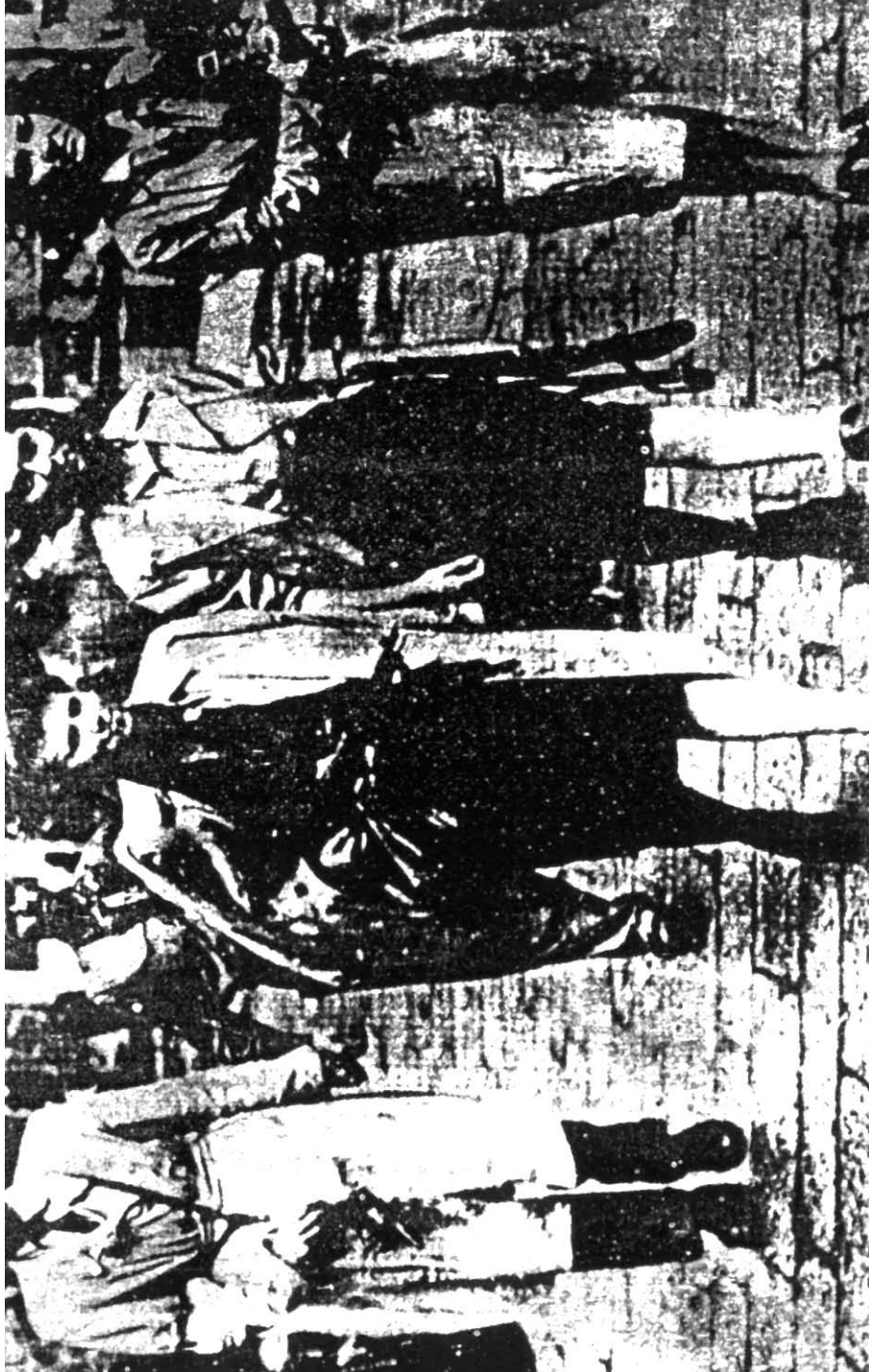
« Nous n'avons plus rien à voir avec l'étiquette "maoïste" que la presse nous a collée. S'il est vrai que d'anciens maos appartiennent aux N.A.P.A.P. ce n'est pas seulement à partir du bilan de la liquidation de la gauche prolétarienne.

Il est clair que nous ne sommes ni le parti combattant de quoi que ce soit, encore moins une nouvelle "bande à Baader".

Nous avons tiré le bilan des pratiques politico-militaires étrangères qui mènent des combattants "spécialistes" à une lutte solidaire et suicidaire face à l'appareil d'État moderne. Notre pratique s'inscrit dans l'édification de l'autonomie ouvrière organisée au sein du mouvement populaire. Notre but n'est pas d'appeler à la formation de 1, 10, 100 N.A.P.A.P. régis par une direction centrale style état-major de la violence populaire potentielle. Nous abordons une autre étape qui consiste à nous fonder dans la dynamique du mouvement et non pas à chercher à en prendre la tête d'une façon officielle ou magouillarde ».

(Texte sorti vers Septembre 77).

Cette organisation a revendiqué l'exécution le 23 Mars 77 de Tramoni (assassin de Pierre Overney) et différents attentats.



Notre combat ne se situe pas dans la perspective de mener les masses à la victoire. Elles sont assez grandes. Nous ne sommes ni l'avant-garde ni l'espoir du populo. C'est aux individus à trouver les formes de lutte et d'expression qui leur conviennent.

liorées et l'injustice d'une vie en prison et d'une liberté toujours en sursis remettra inévitablement les problèmes sur le tapis.

L'autre, celle des secteurs les plus radicaux, qui, par l'exigence qualitative de leurs désirs, ont mis en lumière le côté fondamentalement répressif des fonctionnaires (les matons).

Bon, c'est un peu contradictoire, alors on s'explique.

Pour ce secteur, la nécessité la plus immédiate porte un nom : LIBERTÉ. Si on ne peut l'arracher légalement, alors on s'en empare soi-même. C'est alors qu'apparaît le phénomène des évasions. Rien à foutre des réformes, c'est la prison qu'on rejette, l'enfermement. Et, comme pour préparer les évasions, il faut du calme, c'est ce calme qui est offert à l'administration et qui peut sembler un reflux mais qui en fait marque un dépassement. Les luttes les plus violentes ne sont pas toujours forcément les plus efficaces. La violence n'est pas jetée aux oubliettes, disons qu'elle est gardée en réserve pour être employée un peu plus en notre faveur. Beaucoup de haine a été accumulée pendant ces dernières années et ceux qui veulent sortir n'oublient pas. Nombre d'entre eux ne pensent d'ailleurs qu'à se venger, mais pour cela, il leur faut retrouver la rue.

L'évasion, cette possibilité à laquelle il y a encore un an très peu pensaient, est maintenant devenue une obsession. La lutte des taulards, leurs mutineries souvent sanglantes, les souffrances les plus inimaginables ont, en leur faisant prendre conscience de leur force, remis à l'ordre du jour la première obligation du prisonnier : celle de s'enfuir.

LE CALME ACTUEL PEUT CACHER BIEN DES CHOSES
MAIS EN AUCUN CAS LA SOUMISSION.

Le pouvoir, lui, qui n'a rien compris, pense que tout est terminé et que d'ailleurs la C.O.P.E.L. [Coordination des prisonniers en lutte. Mouvement qui est né à l'intérieur des prisons espagnols fin 76 début 77] n'existe plus. Mais les tentatives d'évasion se multiplient et la C.O.P.E.L. n'a jamais été une organisation au sens actuel du mot. Ses structures surgissaient des luttes, il est donc normal et souhaitable que celles-ci disparaissent en l'absence de conflit ouvert. C'est le retour à la clandestinité, les gens reprennent les précautions anciennes. On assiste aussi à la constitution de groupes qui ont beaucoup de points communs avec le groupe affinitaire. C'est, il est vrai, la structure la plus apte aux objectifs que s'est fixée une grande partie de la population pénitentiaire. La nécessité d'isoler les mouchards, une véritable plaie en prison, a conduit naturellement les gens à se former en groupes de 5-6 copains qui n'ont qu'une idée en tête LA LIBERTÉ.

Nous ne disons pas que ce mouvement est bien spectaculaire. Il ne s'exprime pas au grand jour. Il n'offre pas à l'opinion publique le spectacle de son sacrifice héroïque qui plait tant aux gribouilleurs d'articles larmoyants et aux gauchistes grande-gueule. Mais il travaille, comme les taupes !

Les désirs qu'il renferme sont énormes (beaucoup n'aboutiront pas), les chemins qu'il trace infinis. "Puisqu'on ne peut commencer à les détruire, ne nous contentons pas de les améliorer. Quittons les". C'est ça que ça veut dire.

Cette position doit être comprise, plus comme un état d'esprit que comme une stratégie. Contrairement à ce qu'a dit le pouvoir, la C.O.P.E.L. n'a jamais lancé la consigne de s'enfuir. C'est pas à pas, expérience après expérience, que les taulards l'ont adoptée. Leur propre lutte passée leur dicte

Si il fallait faire le point de la situation actuelle dans les prisons espagnoles, il faudrait reconnaître qu'il ne s'y respire plus le vent de révolte qui y soufflait il y a quelques mois ; sans que l'on puisse dire, cependant, que le pouvoir ait gagné la partie, ni que Garcia Valdez ait réussi là où tant d'autres avant lui ont échoué.

Non, la nouvelle " démocratie ", si elle a récupéré à peu près toutes les forces d'opposition (leurs appareils), est bien loin de récupérer la lutte des prisonniers. Ses coups ont été violents, elle a souvent réussi à écraser les foyers de résistance les plus radicaux mais on peut affirmer que cette même répression et les structures qu'elle a dévoilées ont facilité la radicalisation des taulards : c'est l'aspect positif. Par contre, elle a aussi provoqué, fait naître la peur qui mène au conformisme, et c'est l'aspect négatif.

L'échec de la réforme pénitentiaire s'explique par le caractère même de la délinquance espagnole, par l'origine sociale des prisonniers : pour la plupart fils d'immigrés intérieurs (en ce qui concerne la Catalogne), issus des couches les plus basses des travailleurs, ils étaient condamnés à être les têtes de turc du régime antérieur, les esclaves sans qui le boum économique n'aurait été qu'un pet de bonne soeur. Dès lors, leur rencontre avec la société industrielle sera des plus violentes. Si l'on n'a pas compris ça, il est impossible de comprendre leur lutte.

Il ne s'agit pas non plus de mythifier les délinquants d'ici. Pour nombre d'entre eux, les projets futurs, la vie à laquelle ils aspirent, les valeurs qu'ils cultivent, n'ont souvent rien de révolutionnaire (leur admiration envers le milieu français, par exemple, est pour le moins douteuse). Ce qui les différencie, et c'est très important, c'est leur attitude face à la justice. Le délinquant espagnol de façon quasi générale, ne reconnaît pas le délit comme tel, et par là même, n'admet pas la peine. Il y a une plus grande acceptation de la peine chez les taulards des démocraties occidentales. " J'ai perdu, c'est normal que je paye " traduit un peu leur conception des choses.

Et c'est cette différence qui explique la violence avec laquelle les prisonniers espagnols ont contesté l'institution. C'est aussi elle qui indique les potentialités révolutionnaires des marginaux de ce pays.

Pour revenir à notre sujet, disons que la situation est calme ; mais d'un calme relatif. Les matons ont remis de l'ordre. Pas l'ordre ancien, non, un ordre démocratique qu'incarne un renouvellement du personnel, aussi autoritaire que l'ancien, mais avec le sourire en plus et l'appui de quelques réformes d'ordre interne qui lui facilite la tâche.

Les raisons qui ont permis cette reprise en main ont aussi accentué les deux positions sous lesquelles se rangent les taulards.

L'une, celle des conformistes, qui mettent tous leurs espoirs dans l'attente de la réforme du code pénal. Le pouvoir le sait et s'en sert comme d'une carotte, repoussant sans cesse le début de son application et contrôlant ainsi un large secteur de prisonniers. S'il est indéniable qu'elle va permettre à beaucoup de monde de sortir (50 à 60 %), cela reste une solution à court terme, car elle touche à une délinquance pauvre, presque misérable, qui n'a d'autre moyen de survivre que le vol. Et comme c'est de petits coups qu'il s'agit, il leur faut voler souvent, ce qui multiplie les risques. Les peines seront plus réduites entre les internements nombreux et successifs. Leurs vies n'en seront pas pour autant amé-

Après les diverses arrestations de membres de groupes autonomes en France et en Espagne, il s'est trouvé de bonnes âmes " révolutionnaires " pour nous juger avant que l'État ne le fasse lui-même.

Nous méprisons ces théoriciens sans mode d'emploi qui critiquent notre pratique mais évitent d'en avoir une, de s'engager, de se compromettre, ceux qui nous traitent de fous, d'activistes, d'irresponsables pour justifier leur passivité.

Si " fous " nous sommes, notre folie n'est pas douce, c'est la folie de vouloir vivre, de refuser de se soumettre au travail salarié, de briser le carcan de base de la banalité, d'utiliser toutes les rencontres, de s'ouvrir et de rassembler pour mieux affirmer l'autonomie de nos désirs insatisfaits par le capital.

Si " activistes " nous sommes, notre activisme c'est le plaisir du jeu subversif, de libérer nos tripes, de dépasser la crainte, de reculer les limites de nos possibilités, c'est de se donner les moyens, grâce aux expropriations armées ou désarmées, escroqueries, etc ..., d'avoir une infrastructure nécessaire (appartements, planques, armes, faux papiers etc...) et de satisfaire nos besoins en échappant le plus souvent possible au salariat et à son cortège de misère.

Si " irresponsables " nous sommes, notre irresponsabilité dérange l'ordre établi et ceux qui cherchent à le remplacer. Une bombe, un cocktail bien placé, un détournement des médias au moment opportun a plus d'effet pratique et positif que n'importe quelles brochures ou discours radicaux.

Nous connaissons les objections opposées à nos actes : ils sont spectaculaires, terroristes, récupérables, ils masquent les luttes radicales des travailleurs, ils permettent à l'État de violer ses propres lois, de renforcer son pouvoir, d'accentuer la répression... Or nous nous foutons du spectacle. Nous ne voulons pas nous faire reconnaître comme une organisation de spécialistes, avec sa hiérarchie, ses porte-paroles et son sigle. Nous savons que l'État ne pouvant plus polariser l'attention des prolétaires sur une opposition droite ou gauche fictive a besoin d'une organisation dite " terroriste " pour jouer ce rôle. L'État n'a pas besoin de notre prétexte pour exercer son terrorisme quotidien : terrorisme des flics contre les manifestants, contre les grévistes, terrorisme des milices patronales, terrorisme de l'exploitation généralisée...

Nos actions ne sauraient en imposer aux prolétaires qui se prennent en charge en combattant leur aliénation hors du terrain politique et syndical (grèves sauvages, assemblées générales souveraines...). Les prolétaires n'ont pas besoin de révolutionnaires professionnels ; quand ils interviennent, ils doivent le faire sur le terrain de leur choix et par eux-mêmes. Placés sur ce terrain, les copains qui travaillent, souvent temporairement ou tactiquement pour justifier un revenu, en vue de bénéficier du chômage... s'investissent dans ces luttes. Les autres, ceux qui refusent catégoriquement le salariat, apportent un appui tactique sans plus. Il n'y a jamais de rapport de soumission des uns par rapport aux autres, car le culte du travailleur est tout aussi néfaste que le culte de l'anti-travailleur échappant à toute contrainte...

Nos actions ne sont donc pas les seules oppositions réelles et totales au pouvoir. Souvent, elles sont limitées, ponctuelles et subjectives (réponses à l'assassinat de camarades en taule par exemple). Parfois, elles sont coordonnées sur des points d'intervention précis (nucléaire⁽¹⁾, mouvement des taules, travail, etc...). Elles peuvent être revendiquées ou non. D'ailleurs, la non-revendication de certaines (atten-

tats, expropriations...), amène des organisations ou groupes à se les approprier pour donner l'illusion d'une puissance qu'ils n'ont pas et se faire reconnaître comme les plus efficaces dans leur compétition contre l'État. Stratégie du surplus, purement publicitaire, qui pousse leurs militants martyrs arrêtés à revendiquer n'importe quoi pour apparaître comme les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière... Ce sont les conséquences les plus crapuleuses de l'avant-gardisme, de la prétention de se croire les porteurs de la conscience révolutionnaire en acte. Aussi, nous ne saurions pas plus accepter cet amalgame entre ces organisations et nous, que nous ne saurions en tant qu'internationalistes accepter celui entre nous et les organisations porteuses d'idéologie nationaliste (E.T.A., I.R.A., F.L.B...) ou tiers-mondiste (R.A.F.⁽²⁾...).

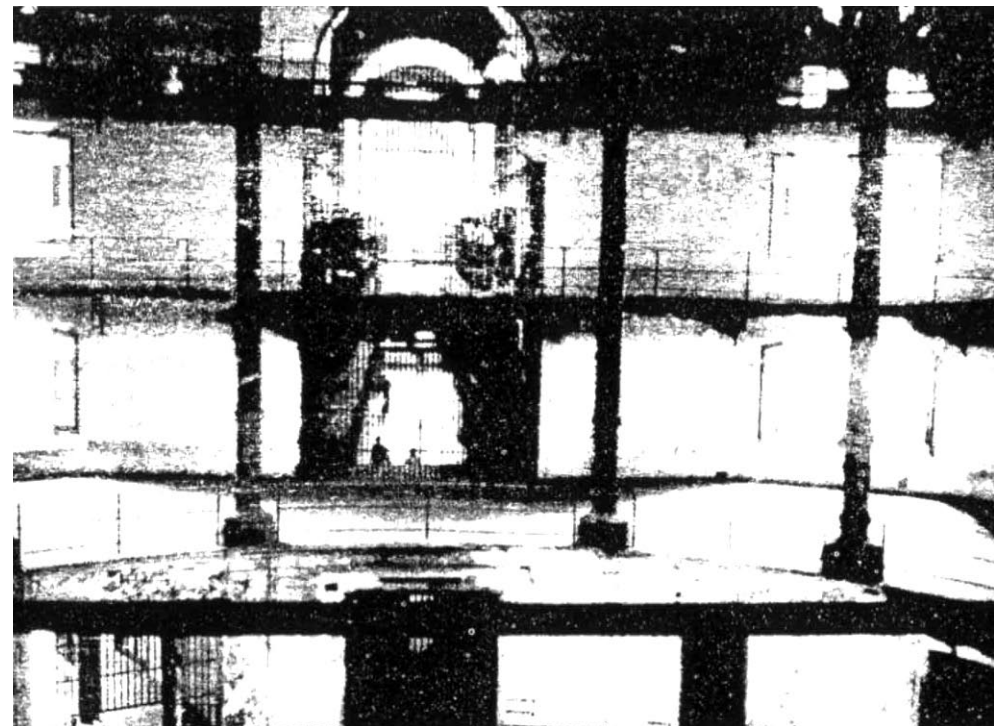
Enfin nous dénonçons les admirateurs ou souteneurs qui approuvent systématiquement ce que nous faisons, se contentant d'affirmer leur radicalité dans les manifestations, meetings ou réunions, sans jamais s'engager eux-mêmes dans les luttes et affronter ses conséquences. Position confortable qui leur permet de compenser leur aliénation par un activisme militant, sans avoir à agir, à prendre des initiatives, à faire preuve de détermination.

Tous ceux qui font de l'autonomie la nouvelle idéologie à la mode par incapacité de rendre agissante leur radicalité verbale, de saisir quoi que ce soit à notre pratique, de rendre concret et utilisable leur critique du gauchisme, du réformisme, de l'aliénation... en un mot de pratiquer leur théorie : nous préférons ne pas nous compromettre avec eux et les laisser parler en notre nom. Cette position n'est pas élitiste. Ce que nous faisons, n'importe qui peut le faire et si certains d'entre eux poussés par les contraintes sociales sont amenés à engager leur propre combat, nous les rencontrerons. Nous leur communiquerons nos expériences, nous leur expliquerons nos échecs et nos succès, nous ne leur refuserons aucun de nos moyens. Mais leur pratique devra être anti-hiérarchique et égalitaire. Règle qui limite notre nombre, conduit parfois à des scissions, mais interdit les délégations de pouvoir, permet une certaine cohérence de notre projet, rend plus difficile les infiltrations et assure un dynamisme que certaines organisations qui se comptent pourraient nous envier.

Le prolétariat soumis au travail salarié doit se poser de manière urgente le problème des groupes spécialisés (y compris nous-même), la situation sociale actuelle en Espagne, en France et en Italie l'exige. Ce qu'ont fait les prolos de la S.E.A.T. (ex E.R.A.T.⁽³⁾) doit être inversé, c'est à dire qu'au lieu de répartir l'argent, produit des expropriations pour aider les grévistes et les chômeurs, ils auraient dû créer les conditions nécessaires pour que les expropriations soient assumées par d'autres prolos de façon rotative et toujours de façon extensive (toujours plus), favorisant ainsi la création de nouveaux noyaux de lutte armée à l'intérieur des usines.

A cause de leur isolement, ils ne sont pas arrivés à étendre leur forme de lutte ; malgré celui-ci, ils ont démontré qu'ils possédaient une grande conscience révolutionnaire, montrant ainsi les véritables tâches que le prolétariat doit assumer. Nous, groupes autonomes, en tant que fraction armée du prolétariat radicalisé qui refusons le travail salarié, pouvons seulement apporter une aide en vue de la création de groupes armés sur les lieux de travail ou en dehors. Ensuite, eux-mêmes devront démontrer leur capacités à assumer leur autonomie, c'est la seule façon d'éviter qu'il ne se crée des bras armés pour la défense des prolos.

La stratégie de la F.A.I. pendant la révolution espagnole n'est plus valable aujourd'hui, actuellement les prolos doivent assumer la réalisation de leurs désirs, quand la situation l'exige, avec ou sans armes, mais par eux-mêmes.



Coursives de la Modelo



Assemblée générale des prisonniers à la Modelo lors des luttes...

Les cellules dans lesquelles ils nous mirent étaient individuelles, de 2 x 3 m à peu près, sans soleil, avec seulement une ouverture à la hauteur du visage, et sans aération. Les interrogatoires se produisaient aux heures les plus inattendues. Souvent, les flics étaient visiblement saouls. Comme repas, nous avions droit à deux sandwiches de mortadelle.

Nous ne savions pas qu'en application des lois anti-terroristes la garde à vue était prolongée (en vertu de cette loi, nous sommes restés 10 jours entre leurs mains), et que nous ne pouvions voir ni avocat ni famille. Sans contact avec l'extérieur, nous décidâmes d'entamer une grève de la faim, jusqu'à ce que nous soyons reçus par le juge. Ce dernier nous reçut précipitamment (c'était l'heure du repas) et nous résuma le rapport des policiers, disant que, s'il fallait le lire en entier, cela prendrait trop de temps. Ensuite, malgré nos protestations du fait qu'il ne nous laissait pas parler des mauvais traitements que nous avions subis, un des policiers qui nous avait "interrogé" et qui était dans la même pièce que nous, décréta qu'il fallait nous ramener à la prison de Gérone.

Quant au blessé, il fut transporté à l'hôpital de Lloret de Mar dans une ambulance municipale. Ils ne purent lui extraire la balle et se contentèrent de lui faire deux piqûres qui ne calmèrent même pas la douleur. De là, il fut transporté dans l'ambulance municipale à Gérone, non pas à l'hôpital, mais dans les locaux de la Guardia Civil, aussitôt renforcés par une jeep de policiers. Enfin conduit à l'hôpital, la balle fut extraite finalement et la brisure du fémur confirmée.

Trois heures seulement après l'opération, encore sous les effets de l'anesthésie et affaibli par la perte de sang, il commença à être interrogé par la police qui menaça de lui taper sur la jambe brisée et de l'emmener au commissariat. Pendant plusieurs jours, les interrogatoires n'arrêtaient pas. Le deuxième jour, ils renforcèrent l'effectif de sécurité à l'intérieur de l'hôpital. Ils firent venir un menuisier qui boucha le couloir, isolant le blessé du reste de l'hôpital. La police armée reçut l'ordre de tirer au premier mouvement suspect. Deux gardes civils se tenaient devant la porte avec leur mitraillette réglementaire. L'entrée dans la "prison préfabriquée" n'était autorisée qu'aux docteurs et soeurs de l'hôpital. Les craintes des flics étaient si grandes que, lorsque se présenta un jeune secrétaire de la juridiction de Gérone, ils le retinrent jusqu'à ce qu'arrive quelqu'un pour l'identifier. De ce fait, aucune visite ne fut autorisée durant un mois. L'avocat de Angel ne put lui parler seul à seul. Un sénateur catalan le visita en présence des policiers. Angel ne put ni écrire, ni recevoir de lettres. Le temps imparti à l'avocat était de 3 mn. »

Conclusion :

« Ici, on ne torture personne. La police est composée de professionnels, partie intégrante du système démocratique. »

Rodolfo Martin Villa, ministre de l'intérieur espagnol.

Témoignages et lettres de Nicolas De Las HERAS GARCIA,
Francisco ASENSIO GARCIA, M. Angel MORENO-PATINO.

Nos tâches actuelles sont de répondre à la répression et de montrer des points d'intervention concrets. Seuls nous sommes incapables de nous affronter à l'État. Ces tâches devront être assumées par tout le prolétariat.

ABOLITION DU TRAVAIL SALARIE ET DE LA MARCHANDISE. POUR UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSE !

Groupes autonomes — janvier 1979.

NOTES :

(1) Voir le Carlos en France, page 12

(2) R.A.E. : Fraction Armée Rouge.

(Si plusieurs groupes autonomes sont intervenus — différents attentats contre des sociétés allemandes — lors de l'exécution de Baader et de ses camarades, ce n'est pas par soutien idéologique mais par solidarité devant la répression étatique).

(3) E.R.A.T. : Ejercito revolucionario ayudo a los trabajadores (Armée révolutionnaire d'appui aux travailleurs).

Entre le 16 et le 20 Avril 1978 à Barcelone, la D.G.S. (Direction générale de sécurité) arrêtait 10 personnes soupçonnées d'avoir participé à différents hold-up (armes et explosifs sont découverts). Six d'entre eux travaillent à la S.E.A.T. de Barcelone (filiale de F.I.A.T. équivalent de RENAULT en France).

Les cinq personnes qui restent en taule affirment faire effectivement partie d'un groupe armé E.R.A.T. destiné à procurer des fonds aux travailleurs et plus particulièrement à ceux de la S.E.A.T.

« Tous, nous étions passés par des groupes gauchistes (F.A.C., F.R.A.P., P.C.I., etc...) et nous en étions revenus parce que leur conception avant-avant-gardiste ne collait pas à la réalité de la lutte ici. Les travailleurs ont montré qu'ils étaient capables de s'auto-organiser en dehors de toute chapelle politique ou syndicale ».

A la suite de ce bilan et des besoins financiers (suite aux grèves dures à la S.E.A.T.), ils décideront de fonder un groupe.

« La première chose que nous avons décidé (vers Septembre 77) il y a 7 ou 8 mois, c'est que dans ce groupe chacun ferait abstraction de ses tendances personnelles et que le groupe agirait en fonction des besoins de la lutte et en fonction des besoins des travailleurs ».

« Mais en ce moment, nous nous interrogeons pour savoir si le groupe E.R.A.T. doit continuer sous cette forme. Il est possible que nous changions d'appellation et que nous devenions groupe autonome. On est presque tous d'accord là-dessus. De même, beaucoup d'entre nous se définissent comme libertaires, mais c'est quelque chose de récent et le fruit de toute une évolution. Au départ, à la formation du groupe, il n'y avait qu'un militant de la C.N.T. parmi nous, les autres n'étaient pas syndiqués et avaient déjà quitté depuis un certain temps les formations d'extrême-gauche ».

Les textes entre guillemets sont les positions du groupe ex-E.R.A.T. (le groupe s'est auto-dissous depuis). Texte sorti de la Modelo en Juin 1978.

A l'heure actuelle, Juin 79, tous les cinq sont encore en taule.

ACTION : LE C.A.R.L.O.S.

Dans la nuit du 19 au 20 Novembre 1977 a eu lieu une vague d'attentats dans plusieurs villes de France :

A Paris : la direction de l'E.D.F., une société allemande de produits chimiques, une entreprise travaillant pour la défense nationale à Alfortville, un garage E.D.F. à Saint-Denis.

A Lyon : une usine de peinture, sous-traitante de l'industrie nucléaire. Les garages E.D.F., et dans l'Ain, un pylône E.D.F.

A Richemont : 5 bâtons découverts près de la centrale électrique.

A Bordeaux : Creusot-Loire (usine) et bâtiment E.D.F.

A Toulouse : Creusot-Loire (usine), ordinateurs E.D.F. et le centre de recherches atomiques.

A Carcassonne : bâtiment E.D.F. et une usine (C.G.E.).

A Narbonne : centre E.D.F.

A Lodève (Hérault) : charge découverte à la mine d'extraction d'uranium.

Tous ces attentats ont été revendiqués par un certain C.A.R.L.O.S. (Coordination autonome des révoltés en lutte ouverte contre la société).

Le C.A.R.L.O.S. est une coordination de plusieurs groupes autonomes libertaires et de groupes se situant dans la mouvance autonome qui sont tombés d'accord sur cette action précise et sur le communiqué suivant, avant de reprendre leur autonomie d'intervention :

« Le développement forcé actuel de l'énergie nucléaire est un choix irréversible que le capitalisme nous impose. De par son fonctionnement, sa nature, l'énergie nucléaire est la caricature d'un univers hiérarchisé, technocraté, militarisé ou nous n'intervenons eu rien. L'État ne respecte même plus sa propre légalité pour la construction des centrales nucléaires, l'ouverture des mines d'uranium, l'extension des usines de retraitement des déchets, etc... »

Le choix de l'énergie nucléaire, de part la concentration des moyens économiques, technologiques, humains, est l'occasion rêvée pour le capitalisme de pérenniser sa domination sur nos vies. Une centrale nucléaire, une fois construite, ne peut être détruite avant 20 ans. C'est ici qu'un moratoire limité apparaît clairement comme démagogique. La valse-hésitation du P.S. est bien dans la lignée récupératrice, démagogique, de ce parti attrape-tout. Refuser l'énergie nucléaire serait remettre en cause radicalement le capitalisme, ce qui fait sourire quand on voit la bousculade des cadres socialistes, dans la débandade forcenée de leur appétit de pouvoir. Ne nous trompons pas nous n'aurons rien avec la gauche et ses enterrements démocratiques. Quant au P.C., avec ses vues totalitaires et bureaucratiques, il ne peut que cautionner le développement d'une énergie nucléaire dont il aurait le contrôle.

Par ailleurs, le développement actuel des recherches sur l'énergie solaire, s'orientant vers de grosses unités de production, montre que l'intérêt du capital réside dans la concentration de l'énergie, pour garder le contrôle de sa redistribution.

TÉMOIGNAGES : À PROPOS DE L'ARRESTATION ET DE L'INTERROGATOIRE DE TROIS MEMBRES D'UN GROUPE AUTONOME DE BARCELONE.

Le 17 Août, lors d'une expropriation à la banque de Madrid de Lloret de Mar (province de Gérone), 3 membres d'un G.A.L. furent cernés par la police qui leur tira dessus, sans sommation. Alors qu'ils tentaient de s'enfuir, l'un d'entre eux, qui n'avait pas fait usage de son arme, reçut une balle de 38 spécial qui lui brisa le fémur. Les deux autres furent immédiatement arrêtés et conduits au commissariat, tandis que le blessé (Miguel Angel MORENO-PATINO) ne fut emmené à l'hôpital que 45 mn plus tard.

Tous les trois furent torturés, voici leur témoignage :

Premier témoignage :

« Immédiatement en entrant dans le cachot, une série de coups déferla sur moi (tête, jambes, testicules...) à l'aide d'une matraque en caoutchouc. Vers le soir, ils redescendirent à 5 cette fois et tandis que deux flics m'écartaient les jambes, les autres maintenaient mon corps avec les mains aux épaules, me faisant saigner les poignets maintenus par des menottes. D'autres me donnaient des coups terribles aux testicules, tout cela en se relayant. Ensuite, ils me recouvrirent la tête d'une bourse en plastique en la serrant fortement pour m'empêcher de respirer tandis que les coups continuaient. La nuit, ils revenaient visiblement ivres et me jetaient à terre ; un flic se mettait sur moi et m'étouffait avec la matraque sur le cou, ensuite ils me couvraient d'une couverture et une nouvelle série de coups déferlait sur moi. Quand arriva la brigade anti-anarchiste de Barcelone, ils me firent avaler en m'ouvrant la bouche de force deux tubes de piment mexicain, en riant de mes brûlures. Le dernier jour, ils appelèrent un flic armé en lui racontant que j'aurai pu le tuer lui et ses copains et ils lui suggérèrent de me frapper en lui montrant comment faire... »

Autre témoignage :

« Pendant les trois premiers jours, sans arrêt, ils me tapèrent sur toutes les parties du corps y compris les parties génitales. Ils me frappèrent la tête avec les crosses de revolver, je saignais et ils me frottaient le sang qui coulait sur ma figure, tout cela en présence de mon compagnon. En même temps, ils nous menaçaient et nous insultaient. Plus tard, les mains liées (elles le restèrent pendant 3 jours, même pour aller uriner), pendant qu'un flic me brûlait les poils de la poitrine, un autre m'écrasait les doigts des pieds et un quatrième me frappait avec une matraque sur la gorge. Ils me firent aussi boire le contenu d'un tube de "chile" (piment mexicain), ce qui me provoqua des brûlures d'estomac interminables. Quand je crus ne pouvoir en supporter davantage, et profitant d'un arrêt des tortures, je tapai ma tête par deux fois contre une fenêtre afin de me blesser assez sérieusement pour être emmené à l'hôpital. Mais à la troisième tentative, ils réagirent et m'éloignèrent de la fenêtre. Les interrogatoires continuèrent pendant les trois jours. Après ceux-ci, je fus emmené six jours à Gérone.

ACTION : ACCIDENT DE TRAVAIL À PARIS.

À la suite du premier procès des 4 de Saint-Lazare (arrêtés le 13 janvier 79 lors d'une manifestation violente) le 22 janvier 79, un jugement dément avait été rendu : plusieurs années de prison pour quelques vitrines brisées.

Quelques actions de solidarité suivent, destruction en série de parc-mètres, etc... et notamment chez le juge Berger au moment du repas familial pour donner un peu d'animation à cette triste collation, le " groupe autonome du 22 Janvier " intervient.

Communiqué du " groupe autonome du 22 Janvier " qui revendique le saccage de l'appartement du juge Berger :

« L'action de mercredi est la réponse au jugement des 4 de Saint-Lazare, ainsi qu'à ceux faits dans le silence. Comme eux, nous essayons de créer notre propre espace de vie parmi les aliénations et les flicages quotidiens. L'État, par sa politique répressive envers les contestataires, nous pousse inexorablement vers la lutte armée. La mise en cage de nos camarades ne nous laisse pas le choix des armes. Nous avons choisi comme cible un des rouages de la machine répressive du pouvoir la justice. »

Communiqué paru dans Libération du 02.02.79.



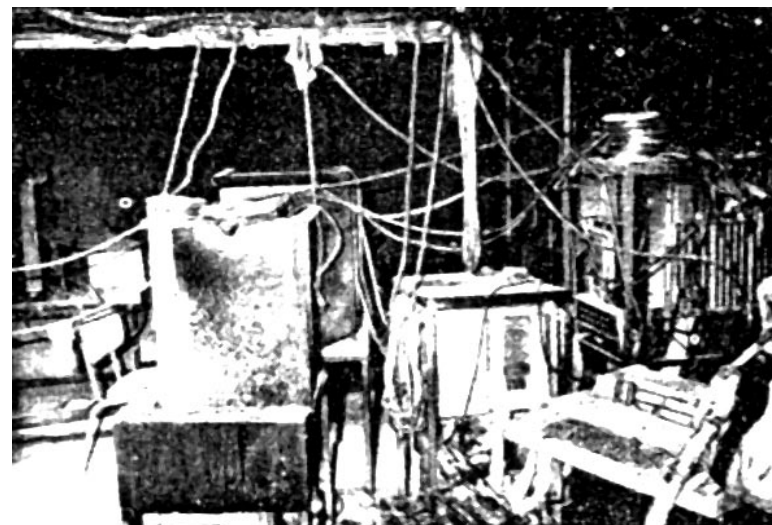
La lutte contre le développement de l'énergie nucléaire ne peut se cantonner dans l'opposition légaliste des partis et syndicats.

De même, il est évident que les manifestations anti-nucléaires et écologiques ont révélé l'existence d'une contestation profonde de cette société sur les bases d'un refus de tout centralisme, toute hiérarchie, contre le travail salarié et la consommation à outrance, ces rassemblements ne peuvent suffirent à stopper le pouvoir.

Il est indispensable d'intensifier les actions de sabotage qui touchent directement le pouvoir dans ses intérêts économiques et permettent de retarder, voire de stopper la construction des centrales, mines, usines liées au nucléaire.

Quoiqu'il en soit, le nucléaire n'est qu'un des aspects les plus apparents de l'exploitation généralisée du capitalisme qui ne peut être mis en échec que par l'auto-organisation des individus et par la prise en main de tous les aspects de notre vie quotidienne. »

Communiqué paru dans Libération le 22.11.77.



20.11.77 : dépoussiérage définitif d'un ordinateur E.D.F. à Toulouse par le C.A.R.L.O.S.

ACTION : NETTOYAGE À BOIS D'ARCY — 07 NOVEMBRE 1978.

Sur la destruction partielle de la prison en construction de Bois-d'Arcy (Yvelines) dans la banlieue parisienne.

L'ouverture de la maison d'arrêt prévue au Printemps 79 est retardée depuis plusieurs mois. Normalement, l'action étant claire et précise, il ne devait pas y avoir de revendication. Mais des refoulés l'ayant revendiquée... un communiqué revendiquant l'action a donc été envoyé aux médias et notamment à Libération le 15.11.78 : le titre en est " *La mangouste et le cobra* ".

« Il était une fois un groupe d'individus vivant dans une société démocratique-libérale-avancée, termes politiques servant à signer un système social basé sur l'asservissement, la coercition, la punition, c'est à dire visant à l'anéantissement de l'individu, et ayant créé pour cela des écoles-prisons, des usines-prisons, des prisons-prisons... (ces dernières servant à séquestrer les individus ayant réussi à s'en sortir à peu près indemnes des premières).

Ces individus décidèrent donc un jour de s'attaquer à l'Intolérable, et choisirent comme objectif ce qui leur sembla être le symbole le plus représentatif de ce système les prisons-prisons. Il faut préciser qu'au moment où ils décidèrent de passer à l'action, les gouvernants de ce pays préparaient toute une série de lois visant à durcir le régime pénitencier, et faisaient construire pour cela des nouvelles prisons appelées prisons-modèles. Les individus fixèrent leur choix sur une de ces prisons-modèles en cours d'édification à Bois-d'Arcy, et c'est ainsi que par une belle nuit de novembre quelques particules d'Intolérable volèrent en éclats.

Ces individus ne faisant partie d'aucun groupe ou organisation politique et n'ayant pas d'idéologie à diffuser, bien au contraire puisque cela faisant partie de l'Intolérable qu'ils combattaient, ils ne se donnèrent pas la peine de revendiquer leur action, se réservant ce droit dans le cas où des charognards, fort nombreux dans ce système-pourrissoir, se manifesteraient. Ce qui arriva, en effet. Deux jours plus tard, un certain commando Cobra s'appropriait l'action pour protester, disaient-ils, contre les Q.H.S. et l'incompétence du ministre de la Justice. Nul doute que ces nécrophores ne seraient jamais sortis de leur trou si les Q.H.S. n'avaient pas existé et si le ministre de la justice avait été compétent... Mais ce qui amusa surtout nos individus, ce furent les menaces de mort contenues dans le communiqué de ces Cobra. En ce temps-là, le ridicule ne tuait toujours pas... Car s'il avait tué, il aurait fait une autre victime en la personne de Monsieur Livrozet, ex-prisonnier affranchi et complètement intégré au système, qui avait gagné, à force de compromissions, le droit de s'exprimer pour défendre l'Intolérable. Il s'exprima donc dans " l'Aurore " organe s'il en était du Pouvoir, pour condamner ce qu'il appela un " attentat aveugle ", estimant " qu'il eût été préférable de s'abstenir, cette prison étant destinée à remplacer les deux bâtiments vétustes de Versailles ". La chronique ne nous dit pas quelle était la position de ce Monsieur Livrozet sur la peine de mort, par exemple, car en ce temps-là, on guillotinaît toujours les " irrécupérables ", mais à travers ses déclarations nous pouvons le classer sans risque d'er-

reur, parmi les humanistes-progressistes de l'époque, qui se battirent durement pour remplacer la guillotine par la piqûre.

P.S. : afin d'authentifier cette action, nous sommes en mesure de donner les précisions suivantes :

- 1) Les charges étaient au nombre de 5 et non de 4 comme il a été dit, chacune d'elles étant composée d'environ 10 kg de plastic.*
- 2) Le mirador détruit est celui se trouvant à gauche lorsqu'on se place face à la porte d'entrée (de l'extérieur).*

Re-P.S. Nous apprenons en dernière minute que d'autres charognards se sont manifestés au nom d'une certaine Solidarité Anarchiste. Quelle misère ! »

